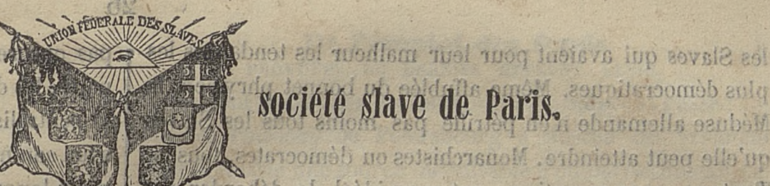
Publication de la  société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois.	1 fr. 25
Six mois.	2 50
Un an.	5 »

Pour la province et l'étranger :

Trois mois.	2 fr. 50 c.
Six mois.	5
Un an.	10

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

5e Année. — Numéro 7. — 17 Février 1850.

Les gouvernements et les nationalités.

On nous accuse de faire aux gouvernements une guerre systématique, de poursuivre vis-à-vis d'eux une politique révolutionnaire, de rêver de nouveaux bouleversements. Nous répondons que nous ne sommes sans doute inféodés à aucun gouvernement; mais, pour cette raison même, impartiaux envers tous, nous n'en excluons aucun, convaincus que, jusqu'à sa dernière heure, le pire des hommes, comme le pire des gouvernements, a toujours chance de se convertir et de se faire pardonner son passé. D'ailleurs, ce que nous demandons aux gouvernements oppresseurs des Slaves, pour pouvoir leur pardonner, n'est que la plus stricte justice, que ce qu'il est dans leur intérêt même d'accorder. Loin de pousser aux révolutions, nous voudrions au contraire épargner aux États constitués de nouvelles et rudes épreuves. Loin de propager une politique incendiaire, nous ne réclamons que ce que les souverains de la sainte alliance eux-mêmes ont déjà promis cent fois : nous demandons l'application sincère des traités de Vienne. Qu'on ouvre ces fameux protocoles, on y verra formellement exprimée la thèse que nous défendons. La Poznanie, la Galicie, la Hongrie, tant maghyare que slave, ont dans ces traités leur autonomie nationale reconnue.

En prenant pour base de notre propagande le pacte européen de 1815, si indignement violé, et en demandant sa réalisation à l'égard des nationalités non allemandes de l'Europe orientale, que faisons-nous qui puisse nous mériter l'accusation de tendre la main aux anarchistes. Le large et fécond principe de la nationalité, tout méconnu et opprimé qu'il est, a du moins le privilége de pouvoir abriter sous ses ailes les partis les plus extrêmes, les nuances les plus tranchées des opinions politiques. Divisés entre eux pour l'application ultérieure des principes de gouvernement, monarchistes, démocrates, aristocrates de finance ou de blason, tous indistinctement peuvent s'unir quand il s'agit de la nationalité : car c'est elle seule qui peut offrir la matière première, ou le terrain d'application pour toutes les théories sociales. Quant à l'examen de ces différents systèmes, nous nous le sommes scrupuleusement interdit, quelque attrayant qu'il puisse être. Pour des nationalités effacées de la carte, il s'agit d'abord de recouvrer à tout prix leur existence, avant de pouvoir décider d'après quels principes elles s'organiseront une fois devenu libres. Les réformes sociales viendront quand il y aura nn terrain légal préparé pour les recevoir. *Przez byt do reform spolecznych*, disent les patriotes polonais les plus raisonnables.

Comment nous, qui représentons le principe de la nationalité, aurions-nous une confiance exclusive dans les démocrates? Ne nous abandonnent-ils pas en toute circonstance? Pouvons-nous ne pas ressentir le contrecoup de l'absurde indifférence des journaux démocratiques pour un principe, à nos yeux le plus sacré, le plus vital de tous? A Paris, le journal qui s'intitule, par un si étrange abus de mots, le *National*, ne conseillait-il pas, en 1848, aux Polonais de Pozen de se laisser germaniser, de se faire spontanément Prussiens, afin de devenir plus vite démocrates? Forte des encouragements de la France, la démocratie allemande tenait partout aux Slaves le même langage. Faites-vous Allemands, et vous deviendrez libres. Mais les Slaves complotaient-ils de devenir libres à part des Allemands, aussitôt la démocratie germanique lançait sur eux ses foudres et dénonçait au monde comme réactionnaires ceux même d'entre

les Slaves qui avaient pour leur malheur les tendances les plus démocratiques. Même affublée du bonnet phrygien, la Méduse allemande n'en pétrifie pas moins tous les Slaves qu'elle peut atteindre. Monarchistes ou démocrates, tous les Teutons, sans exception, ont pour idéal de déborder sur l'Orient et de l'exploiter au détriment des Slaves, qu'il s'agit de germaniser d'abord impitoyablement pour se frayer une route.

La France et l'Allemagne constitutionnelle expient maintenant l'une ses inconséquences, l'autre son égoïsme à l'égard de la Pologne et des autres nationalités opprimées de l'Europe orientale. La révolution de 1848 est près d'avoir le même sort que celle de 1789, et cela pour la même cause, pour cause de mépris des nationalités. L'ancienne révolution française succomba sous la coalition des peuples qu'elle avait conquis et mis sous le joug. On n'a pu oublier le dédain des républicains français d'alors, et des rois napoléoniens qui les suivirent, pour les nationalités étrangères. En conquérant leurs capitales, les armées de la grande nation leur apportaient, il est vrai, un code admirable, mais avec lui la centralisation. En leur donnant des libertés individuelles, on leur enlevait la liberté politique, la langue locale, les mœurs, les idées de race, objets du continuel persifflage des vainqueurs. Qu'en résulta-t-il? Les peuples indignés recoururent à une sainte révolte pour ressaisir leurs droits naturels : et l'empereur, fils de la révolution, s'en alla expier à Sainte-Hélène les fautes de sa mère.

Il nous est donc impossible de placer notre principal espoir dans le principe révolutionnaire, qui a jusqu'à présent si mal servi la cause des faibles vis à vis des forts, et des petits peuples vis à vis des grands peuples. Ce que nous voulons ce n'est pas le triomphe de la force, ni d'une majorité brutale; c'est le triomphe de la sainte nature et de ses droits. Mais aujourd'hui les gouvernements les plus réactionnaires ont tous plus ou moins hérité de la philosophie absolue et antinaturelle et de l'esprit centralisateur de la révolution française. Dès à leur congrès de 1815, les monarques oubliant la meilleure partie de leurs récentes promesses, réorganisèrent leurs états dans le sens d'un nouveau démembrement de chaque nationalité conquise, dont ils s'efforcèrent de disloquer et d'isoler les membres, bien plus encore qu'auparavant. Cependant des institutions nationales furent solennellement garanties à ces débris épars.

Mais pires encore que les rois, leurs ministres n'ont rien négligé depuis 1815 pour faire disparaître ces débris vénérables, dont la vue seule éveillait le remord au sein des cours spoliatrices. Une des preuves les plus éclatantes de leur haine pour le principe de nationalité fut donnée par le congrès de Vérone, où tous les trônes de l'Europe étaient représentés, et où les députés de la Grèce, armée et luttant pour son indépendance, sollicitèrent vainement la faveur d'être introduits. Les griefs allégués contre eux étaient identiques à ceux qu'on dirige aujourd'hui contre les Polonais. On les appelait des carbonari, des démagogues, des assassins, des anarchistes : quant au mot de socialiste il n'était pas encore inventé. Après avoir abattu l'hydre révolutionnaire, les diplomates en avaient adopté l'arme la plus acérée la centralisation : et de plus en plus ils prétendent effacer sous son niveau, prétendu égalitaire, les mœurs, les races et les langues mêmes.

En prenant cette voie contre nature, les cabinets absolutistes se préparent la même défaite qu'a déjà subie la démocratie. C'est pourquoi nous présentons aux uns et aux autres, aux monarchistes comme aux républicains, les mêmes avertissements, les mêmes principes de conservation et de progrès. Voyez les grandes puissances, libérales comme absolutistes : avec la plus étonnante abondance de moyens qui ait jamais existé, ayant les unes des armées immenses et dévouées, les autres une presse libre, des parlements et des ministères responsables et le vote universel, toutes n'en restent pas moins dans un honteux *statu quo*. Pourquoi? parce que toutes craignent d'adopter le seul moyen de rénovation qui leur reste, la reconnaissance spontanée et l'autonomie intérieure des nationalités. Repoussant ce nouvel élément de vie, la Prusse, l'Autriche et la Russie sont forcément poussés vers les procédés révolutionnaires les plus excentriques. Ces états représentent au plus haut point l'esprit de destruction, d'expropriation barbare et de bouleversement; tandis que les Slaves opprimés sont devenus au contraire pour la société européenne le véritable élément conservateur, et en même temps son unique moyen de progrès. Comment donc nous fier à ces gouvernements absolus, qui se disent de *droit divin*, et qui travaillent nuit et jour à détruire le premier et le plus divin des droits, le droit de la nationalité.

C'est cette écrasante conviction du double danger qui les menace, et du côté des démocrates et du côté de l'absolutisme, qui a depuis deux ans dicté aux Slaves autrichiens leur conduite, étrange sans doute, mais nécessitée par leur situation même, placés comme ils l'étaient entre deux feux, aussi meurtriers l'un que l'autre. En effet, après s'être unis aux Maghyars et aux Allemands pour briser le système de Metternich, les Slaves virent soudain avec effroi quel sort leur réservait l'égoïste démocratie de Pest, de Vienne et de Francfort. Réduits à faire brusquement volte-face contre leurs perfides alliés, il leur fallut relever ce qu'ils avaient abattu. Pour s'en faire un rempart contre leurs nouveaux ennemis, ils rappelèrent les Habsbourg exilés; sur leurs bras héroïques ils les rapportèrent triomphants d'abord dans Vienne vaincue, puis à Milan, à Venise, à Pest même. Mais voilà que le cabinet impérial, à peine rétabli, r ép ète contre les Slaves qui l'ont fait vaincre, ce que les rois de toute l'Europe avaient déjà réalisé en grand contre leurs peuples qui les avaient délivrés du joug de Napoléon.

Désormais c'est par les gouvernements que les Slaves voient se renouveler contre eux tous les sophismes, toutes les embûches que leur opposait naguère encore la démocratie européenne. Les Slaves n'ont donc pas plus à espérer d'un côté que de l'autre. Dans cet état de choses qu'elle est l'attitude que le bon sens indique, pour eux et pour nous

qui aspirons à être leurs organes? N'est-ce pas de se tenir rigoureusement à l'écart de tous les partis qui, en Occident, se disputent à cette heure le pouvoir? Notre temps à nous n'est pas encore venu de formuler des doctrines sociales. Ce n'est pas que les doctrines nous manquent: Le slavisme nous en fournit d'assez fortes, d'assez généreuses, d'assez rénovatrices pour la civilisation toute entière. Mais il faut attendre que le monde soit mûr pour les comprendre.

Cette fatale opposition que les radicaux ont fait naître entre leur prétendue liberté et la nationalité, n'est heureusement qu'un fait éphémère. Liberté et nationalité sont deux mots inséparables, deux faces d'une même idée, dont l'une ne peut se montrer sans faire aussitôt surgir l'autre inévitablement. Nous ne saurions donc penser comme ces diplomates qui proclament la nationalité un fait abstrait, idéal, indépendant de toutes les formes extérieures d'administration. Ce fait, loin d'être étranger à toutes les grandes questions sociales de notre époque, en est au contraire le seul fondement solide. Mais sur l'étendue de droits de chaque nationalité, nous ne formulons d'autres demandes que celles qui ressortent de la nature et des traités existants: nous laissons le reste à l'avenir.

Nous savons bien que les gouvernements actuels ont rallié autour d'eux toutes les classes qui possèdent, et qui, avec la richesse, ont aussi le pouvoir. Nous avons accepté cette situation quelle qu'elle soit, et, pour en tirer tout le fruit possible, nous nous sommes imposé le devoir de ne pas nous mettre en guerre avec elle. Tout ce que nous conseillons à nos amis opprimés, c'est de croire fermement à la sainteté de leur cause et à son imprescriptible durée. Plus généreux que leurs gouvernements, plus pratiques que les champions prématurés de la *République universelle*, puissent les Slaves d'Autriche, de Prusse et de Turquie persister dans leur fédéralisme! qu'ils tendent la main aux peuples plus faibles qu'eux; qu'ils attirent dans leur pacte d'alliance les Maghyars, les Roumains, les Italiens même. Que tous s'accordent pour combattre en commun cette centralisation napoléonienne, infernale machine transplantée de l'Occident, d'un monde usé où elle est nécessaire, dans la jeune et fraîche Europe orientale, dans l'Europe de l'avenir, où elle ne produira que des fruits de malédiction! Ainsi, décentralisation des empires de l'Orient, nomination des indigènes à tous les emplois locaux, usage de la langue nationale, comme langue de la bureaucratie, de l'église et des écoles. Voilà notre programme.

Nous ne demandons à chaque gouvernement que de respecter les bases morales sur lesquelles repose le droit des gens, c'est-à-dire *la famille et la propriété*. Nous ne prétendons point aller plus vite que le siècle. Notre seul guide est l'opinion publique, dont la marche détermine la nôtre. Nous la suivons en ce moment, tristes et résignés, mais pleins de foi dans l'éternelle fécondité de nos principes, qui doivent, tôt ou tard, par leur triomphe, renouveler l'Europe épuisée.

De l'emploi des fonds
PROVENUS DU DERNIER EMPRUNT RUSSE.

Où sont passés les fonds du dernier emprunt russe? Ce terrible *rail-way* de Pétersbourg à Moscou est vraiment pour la Russie une source inépuisable d'embarras financiers. Il nécessitait il n'y a pas deux mois un emprunt énorme; et voilà que pour l'achever, on annonce encore comme indispensable une nouvelle somme supplémentaire de 30 millions de roubles. Jusques à quand abusera-t-on ainsi de la bonne foi des conservateurs!

Ce qui a déjà prouvé jusqu'à l'évidence le charlatanisme des rapports officiels russes, c'est d'abord la nouvelle émission de papier monnaie, nécessitée par la guerre de Hongrie, puis le dernier emprunt qui vient d'être négocié à Londres sous prétexte de ce bienheureux chemin de fer de Péterhof à Moscou. A quoi a-t-on employé l'argent ainsi obtenu? Nous n'avons ici rien de mieux à faire qu'à laisser parler M. Cobden qui a traité cette question en véritable prophète.

« On employera, a-t-il dit, l'argent en espionages, en gratifications destinées à corrompre une partie de la presse de France et d'Allemagne, à solder le *Times* de Londres, et à organiser sur le pavé de Paris des émeutes, soit rouges, soit légitimistes, n'importe, pourvu qu'elles augmentent l'anarchie, et applanissent dans les esprits la voie au plus rouge de tous les terrorismes, au terrorisme tsarien. Je dis pour l'emprunt russe, comme pour l'emprunt autrichien, que les opérations militaires des deux cours en 1849 ont été basées sur l'espoir d'un emprunt en Angleterre. On n'a recouru qu'à des expédients temporaires jusqu'au moment de la réalisation de cet emprunt; par conséquent les capitalistes anglais qui ont avancé leur argent sont complices des crimes et de la cruauté de ces despotes du continent. Ce sont ses plans réactionnaires, et nullement l'achèvement d'un chemin de fer, qui seuls motivent les demandes d'argent du tsar. On dit: L'emprunt donne 5 pour 100; nous n'avons pas à examiner les raisons qui le font contracter! Dans ce cas je pourrais répondre qu'on s'est par conséquent conduit très-mal l'autre jour envers un digne homme que le tribunal d'Old-Bailey a condamné aux travaux forcés pour un an, tout bonnement comme propriétaire d'une maison de mauvaise réputation qui lui rapportait 20 p. 100. N'est-il pas vrai que cet honnête homme peut se consoler dans sa prison par la pensée que sa conduite a été en accord parfait avec le nouveau code moral qu'on voudrait introduire dans la cité de Londres?

« Mais je ne compte que peu sur les seules armes de la morale. Je pense qu'on réussira davantage en faisant appel à l'intérêt bien entendu de chacun et aux risques qu'on encourt en souscrivant pour ces emprunts d'Autriche et de Russie. Comment prêter de l'argent à des despotes irresponsables, qui ne donnent de comptes ni de leurs revenus, ni de leurs dépenses? J'ai feuilleté l'*Almanach de Gotha* pour y trouver quelque appréciation du budget moscovite. On y en trouve plus ou moins pour chaque État; mais arrivé à la Russie, j'ai lu ces mots: « Nous sommes fachés d'être tout à fait sans données sur le revenu et les dépenses de la Russie. » — Or, voilà le placement qu'on estime bon dans la cité de Londres, lorsque l'emprunteur est à la distance de 1,000 milles de notre pays! Quel accueil ferait-on à un homme, vivant même en Angleterre, qui demanderait à emprunter de l'argent, ayant ses affaires dans l'état de gaspillage où sont celles du tsar? L'emprunt ne servira qu'à encourager une vile ambition et la brutalité sanguinaire d'un pouvoir qui a tous les goûts de Pierre-le-Grand sous la livrée de Louis XIV, sans avoir ni le génie de l'un ni la richesse de l'autre, et qui voudrait bouleverser l'Europe; oubliant que nous sommes non plus au dix-septième siècle, mais au milieu du dix-neuvième, et manquant non seulement des qualités nécessaires, mais même des moyens les

plus élémentaires, pour jouer dans le monde le rôle auquel il se croit appelé.

Il en sera de l'emprunt russe comme de l'emprunt autrichien. Quant ce dernier fut annoncé, on riait beaucoup de moi dans toute la Cité, parce que je m'opposais à ce qu'il fût couvert. Les sarcasmes sur Cobden et sur ses vains efforts ne tarissaient pas. Depuis lors j'ai recherché les noms des souscripteurs de l'emprunt autrichien, et je me suis avec bonheur assuré que les obligations restaient entre les mains des premiers contractants, ou des grands banquiers et agioteurs. Ces messieurs sont maintenant pris dans leurs propres filets : Aussi n'entendrez-vous plus jamais parler d'un autre emprunt autrichien... Dans très-peu de temps on pourra dire la même chose de l'emprunt russe. »

La récompense qui attend les créanciers de l'Autriche, comme de la Russie, c'est de voir bientôt l'intérêt de leur dépôt, fait en bons écus sonnants, se payer avec du papier monnaie déprécié. Du papier! voilà de plus en plus, de Vienne jusqu'à Pétersbourg, l'unique monnaie courante. Puissent les capitalistes occidentaux comprendre enfin la portée d'un tel fait!

Importance européenne de la Serbie

AU POINT DE VUE BRITANNIQUE.

(traduit du *Daily-News.*)

« La solution de la question orientale aura lieu, non à Constantinople, ni à Alexandrie, ni à Vienne, mais à Belgrad... L'insurrection et le bombardement des capitales du continent, les bouleversements qui ont ébranlé les monarchies les plus puissantes et les états les mieux affermis, tout cela n'a offert que de faibles motifs d'intervention au cabinet de la Grande-Bretagne. Mais la destinée de cette vaste portion de la Slavie, qui en suivant le cours du Danube, sépare les trois empires de Turquie, de Russie et d'Autriche, semble être pour nous la clé du temple de Janus. Car nous espérons que nos hommes d'état ne vont pas trop loin en affirmant que l'Angleterre, à l'unanimité, verrait un *casus belli* dans toute démarche qui menacerait la Turquie d'un démembrement quelconque, au profit de l'empire du Nord. A en juger par le cri d'indignation qui s'éleva récemment de toute l'Angleterre, quand le tsar victorieux voulut dicter des ordres iniques à la Porte-Ottomane, le démembrement des provinces Serbes serait en effet pour nous un *casus belli*.

Il est vrai que tout en nous livrant à des manifestations de sympathies en faveur de la Porte menacée ouvertement par la Russie, nous avons fermé les yeux sur ce qui se passait le long du Danube, et nous avons permis que la Russie minât la Turquie si profondément, que dans un espace de temps très-rapproché, elle devra fatalement s'écrouler en poussière. On a été jusqu'à nous faire accroire que la Russie avait accaparé toutes les sympathies de ses co-religionnaires Grecs, Slaves et Roumains, en Moldavie, Valachie, Serbie et Bulgarie; on a même prétendu que les principautés danubiennes sont depuis longtemps dévouées à la Russie. Mais si ces assertions ont jamais contenu quelque chose de réel, la plupart d'entre elles n'ont plus aujourd'hui aucun fondement. Le nizam turc, si insignifiant encore il y a cinq ou six ans, permet aujourd'hui à la Porte d'armer 200,000 soldats bien disciplinés, et qui seraient supérieurs aux Russes et aux Autrichiens, s'ils avaient de bons officiers. L'influence traditionnelle que la Russie exerçait, il y a vingt ans, en Moldavie et en Valachie, est disparue, depuis que sous la domination russe, ces provinces ont fait l'expérience du joug moscovite. Les classes lettrées, les paysans et le clergé luimême ont tenté, en 1848, une révolution pour s'affranchir de la glèbe et des corvées, maintenues par les Russes, et afin de rentrer sous le protectorat exclusif de la Porte. Les Bulgares tournent aujourd'hui leurs sympathies vers les Serbes plutôt que vers le tsar, et les Serbes ont compris l'enseignement que leur offre le sort actuel des Valaques, replongés par la Russie dans la pire des servitudes.

Quoique les Serbes de Serbie ne forment qu'un million d'hommes, tandis que les Moldo-Valaques sont au nombre de 4 millions et les Bulgares encore plus nombreux; cependant la Serbie est le pivot autour duquel gravitent tous les mouvements des populations environnantes. La Serbie jouit d'une constitution qui, quoique octroyée par la Porte, n'a point cessé d'être rigoureusement observée. Il faut le dire à l'honneur des Osmanlis, leur gouvernement remplit avec conscience tous ses engagements envers ses sujets; tandis que dans l'Europe chrétienne, les institutions garanties par le traité de Vienne, ou arrachées postérieurement par la crainte aux souverains, n'ont subsisté que jusqu'au moment où la force a pu les effacer.

A l'exception d'une garnison turque dans la citadelle de Belgrad, à Ada-Kale, et sur d'autres points peu importants, la Serbie est en fait complètement indépendante de la Turquie; car son tribut annuel n'égale pas la moyenne des revenus d'un noble en Angleterre. La Turquie ne se mêle en aucune manière ni du gouvernement, ni de l'administration des douanes et quarantaines de la Serbie. Aucun Turc n'a dans ce pays le droit de propriété, ni même de résidence, excepté par la tolérance des autorités locales et hors des murs d'enceinte des forteresses. Les Serbes, investis de ces franchises, sont devenus riches et ambitieux, comme le deviendraient toutes les autres peuplades de l'Est de l'Europe, si on les laissait à elles-mêmes. La Russie a encouragé cette ambition pour servir la sienne propre. Les théories panslavistes qu'elle y avait autrefois implantées, y ont non seulement pris racine, mais ont rayonné dans des directions imprévues. Les Serbes turcs ont appris à se regarder comme protecteurs naturels des Bulgares, des Bosniaques et des Serbes de l'Autriche; ils voient dans leur principauté le noyau autour duquel un grand état slave doit un jour s'organiser Bien plus, ils ont jusqu'à certain point réussi à propager cette croyance parmi les populations voisines. Les Serbes autrichiens sont les descendants de ces Serbes qui prirent refuge en Hongrie, dans les temps reculés de la persécution turque. Lorsqu'ils étaient seuls habitants de la frontière, la diète hongroise leur avait accordé un gouvernement particulier sous leur voïevode ou chef militaire. Mais plus tard, le parti ultra-maghyar se les aliéna par ses prétentions. Le cabinet de Vienne profita habilement de cette faute pour persuader aux Serbes et aux Croates de faire cause commune avec lui contre le maghyarisme. Alors, les Serbes de Turquie traversèrent le fleuve, et vinrent par milliers prêter main-forte à leurs frères... La guerre terminée, l'Autriche a rempli ses engagements en constituant une voïevodie illusoire, véritable moquerie des promesses faites à l'heure du danger. De là la réaction contre l'Autriche, qui se fait sentir chez les Serbes autrichiens et turcs et chez les Croates. Tous ces peuples à cette heure n'attendent plus qu'un signal du dehors: qu'il leur vienne de la Russie ou de la Porte-Ottomane, appuyée par l'Angleterre, peu leur importe, pourvu qu'il leur garantisse la vengeance.

NOUVELLES.

TURQUIE ET ANNEXES.

Les nouvelles de Constantinople ne sont rien moins rassurantes. Bien que tout motif apparent de rupture avec la Russie ait cessé, les armements continuent avec la même ardeur. La Porte cajole tant qu'elle peut ses sujets slaves. Elle flatte surtout la petite cour de Serbie. Ainsi, le sultan a donné lui-même à la fille du prince régnant, à madame Nikolaievitj, une superbe parure de diamants. Mais on cherche vainement des faits sérieux et des réformes capables de rassurer pour jamais les raïas contre le retour à l'antique oppression.

GRÈCE.

La question grecque ne touche pas, quoiqu'on dise, à son dénouement. Il est faux que l'Angleterre ait accepté l'arbitrage de la France; elle n'accepte que ses *bons offices*. L'amiral Parker, loin de lever son blocus, l'a étendu à toutes les côtes de l'Hellade, maintenant complètement cernée. Déjà si impopulaire dans l'Orient chrétien, Palmerston semble y défier la haine des peuples. Sa conduite à Athènes demeure impénétrable.

CYPRIEN ROBERT.

Montmartre. — Imp. PILLOY frères et Ce, boulevard Pigale, 48.